



D93 T4-14 à 17	 	Traduction JJP, AJH Dernière Modification: 20/07/2020	format non encore vérifié
Titre de la lettre :	<i>La CIA piste les Oummaines. Contact à Londres.</i>		
Date :	<i>29/07/1970</i>		
Destinataires :	<i>Monsieur Don Joaquín Martínez et ERIDANI</i>		
Langue d'origine :	<i>Espagnol</i>		
Notes :	<i>La version envoyée à ERIDANI (D92) est identique sauf premier et dernier paragraphe</i>		

UMMOAELEWE

Monsieur Don Joaquín Martínez

MADRID Espagne Madrid, 29 juillet 1970

Estimé monsieur,

Nous aimerions nous excuser de nous adresser à vous sans présentation préalable, confiants en ce que nos précédents soient déjà connus de vous.

Comme vous savez, nos dernières notes envoyées à vos frères de Barcelone et Madrid sont arrivées en votre possession parce que nous désirons focaliser quelques aspects additionnels en référence au contenu de ces communications.

Nous croyons, en outre, devant les nouvelles interrogations qui ont été exprimées parmi vous en réponse à nos dernières lettres reçues de Londres, León et Madrid, qu'il est nécessaire de formuler de nouvelles déclarations, même synthétiques.

Permettez-nous de vous indiquer que les nouvelles urgences surgies, suite aux investigations ouvertes par un organisme des États-Unis d'Amérique du nord, ne doivent pas être interprétées par vous comme un risque d'apport de risques éventuels ou de dommages sérieux, ni pour vos frères ni pour vous-même.

Pour être exact : les premières réactions de ce département commencèrent des années auparavant quand inévitablement filtrèrent jusqu'à lui les nouvelles qu'un cryptogroupe de gens, qui assuraient en outre provenir d'une structure planétaire distincte de la Terre (Ummo), réalisaient des activités dans différents pays et même dans les états de la Fédération.

Naturellement, dans le contexte sociopolitique du moment, ces nouvelles éveillèrent un certain degré d'inquiétude, surtout associées à l'insolite version exoanthropologique, interprétation qui ne fut pas prise au sérieux par ces fonctionnaires.

Ils durent progressivement accumuler de nouvelles références et des données relatives à nos communications postales et phoniques avec des citoyens d'Australie, Canada, Espagne, France, Grande-Bretagne, Israël, Yougoslavie... et les recherches sur nous s'intensifièrent parallèlement.

Ces analyses constituent une pratique topique quotidienne très normale et sensée, surtout que les États de la Terre possèdent des moyens techniques pour impulser et réaliser une fonction de prospection sur les groupes connexes qui avec un caractère militaire, politique ou économique s'étendent à différentes nations.

Actuellement, les spécialistes de ce Gouvernement fédéral ne disposent pas encore de preuves qui avaliseraient l'authenticité de notre témoignage. La méfiance a obligatoirement surgi avec toute son énergie face à des hommes qui opèrent avec des formes de conduite et des moyens techniques en rien semblables à ceux des autres organisations de caractère religieux,

philosophique, politique, financier ou militaire.

Bien sûr, en acceptant notre propre version d'identité, une telle conduite apparaît cadrée par des schémas logiques très précis. Par contre, partant de vos suppositions, il est difficile de comprendre nos réactions et nos initiatives. Des cascades d'interprétation sont inévitables dont les régimes (versions et sous-versions) se multiplient à l'infini.

En somme, notre autre objectif paraît encourager nos persécuteurs à engager des contacts plus directs avec nous pour établir une fois pour toutes notre identité et la vraie nature de nos mobiles.

Nous considérons comme logique et correcte une telle prétention pour les fonctionnaires d'une Nation de la Terre si importante, par contre nous ne la jugeons pas viable pour les raisons que nous avons pointées en de précédentes occasions. L'inconciliabilité de nos points de vue respectifs, d'ordre moral et pragmatique, est pourtant inévitable avec ses séquelles d'activités respectives de caractère policier et d'autodéfense. Il n'y a pas à craindre pourtant qu'on en vienne à des situations de violence tout simplement parce que nous possédons les moyens d'éviter ce type de tensions et bien que nous ne devons pas cacher que cette situation a des résultats très embarrassants et nous oblige à appliquer des mesures d'extrême prudence, tant au cours de nos voyages que dans les éventuels contacts avec nos bons amis de certains pays.

A la date du 4^e jour du mois de mai 1970, nous adressions à une haute autorité de l'Administration fédérale des États-Unis une note rédigée par notre propre Chef de la mission expéditionnaire de Ummo sur Terre qui parmi d'autres paragraphes incluait les suivants :

(C'est ma traduction de sa version anglaise)

... Nous comprenons qu'un témoignage exprimé par écrit et remis par la voie postale ordinaire, ne pouvant donner de garantie de provenir de notre propre groupe, n'a pas de consistance satisfaisante pour votre Gouvernement. Mais il ne nous est pas techniquement faisable de procéder d'une autre manière et, bien que contournant les routines diplomatiques habituelles parmi vous, nous venons d'une manière ou d'une autre faire entendre notre voix. Nous avons confiance dans la perspicacité de vos propres spécialistes pour le comprendre .

Ce gouvernement, ni le peuple nord-américain, ni vos respectables institutions, n'ont rien à craindre de nos activités et cette affirmation nous pouvons, sans qu'on en doute un instant, l'étendre aux autres états de tous les continents de la Terre.

Les craintes, nourries dernièrement par quelques membres responsables concernant nos activités, peuvent s'interpréter comme subordonnées aux intérêts de l'Union soviétique ou d'une des républiques populaires d'Europe ou de l'état cubain ou de la république de Chine et sont totalement injustifiées et fallacieuses. Bien que nous ne puissions présenter une preuve absolue d'une telle affirmation catégorique, nous vous invitons à réaliser un examen soigneux de ces données sur nos activités, qui accèdent jusqu'à vous, pour vérifier qu'une telle hypothèse ne résiste pas au plus léger jugement critique.

Nos hommes se sont limités à réaliser un travail systématique de documentation sur le milieu écologique de la planète, ses caractéristiques géophysiques et la culture de son peuple, prenant un soin spécial à ne pas léser volontairement les intérêts économiques ou de quelque autre type des citoyens...

(et un autre paragraphe :)

... Quelque soit le jugement qui aujourd'hui ou demain se formera sur nous, vous conviendrez, monsieur, et nous pensons que les conseillers de... reprendront cette opinion, qu'il n'est pas prudent de transcrire, à un niveau facilement valable devant l'opinion publique, ni vos démarches pour nous localiser, ni notre activité, tant que nos deux parties n'éclaircirons pas leurs positions respectives...

Nous ne connaissons, monsieur Martíñez, jusqu'à maintenant, aucune réaction officielle à notre note. D'où donc les divers fonctionnaires du gouvernement fédéral ont reçu des instructions concrètes pour collaborer avec ce service. Dans la majorité des états latino-américains, en Espagne, et en Israël, ils jouissent d'une liberté de mouvements qui en conséquence rendent plus difficiles nos missions. Nous nous sommes vus même obligés de transférer notre centrale d'Europe de Berlin ouest dans une autre ville européenne.

Nous nous référons maintenant à d'autres sujets.

Transmettez à votre frère, monsieur Villagrasa Novoa, notre déclaration que le document et le signal distinctif qu'il a reçu dernièrement ne viennent pas de mes frères. On peut l'informer aussi que la personne qui doit être considérée comme la source immédiate de cet envoi réside à Barcelone. Il ne serait pas juste de notre part, puisque ces faits ne nous concernent en rien, de révéler l'identité de cet Espagnol.

Demande expresse au sieur votre frère Mejorada Giménez : notre inquiétude devant sa participation à l'analyse d'un autre champ d'investigation qui concerne une autre constellation de faits associés au groupe que dirige votre frère Sesma Manzano. Nous possédons suffisamment d'informations pour qualifier ces études de très dangereuses, manquant comme vous l'êtes de défenses et de moyens adéquats. Nous étendons nos préoccupations à votre sœur Madame Araujo et à vos autres frères Aguirre, Jordán et Muela.

Nous jugeons que, ces derniers mois, les actes de messieurs Ribera et Villagrasa, passant des informations à des personnes déterminées d'Espagne et autres pays, supposent une transgression de votre accord avec nous.

A condition que ces informations ne soient pas diffusées en totalité, ni qu'elles soient avalisées par l'autorité du sieur Ribera au cas où elles figureraient éventuellement dans un médium de diffusion, nous considérons que de tels faits n'ont pas dépassé les limites tolérables. Malgré tout nous vous demandons d'être prudents avant de diffuser de telles copies. Nous insistons qu'il serait préférable de maintenir une abstention plus accordée à nos critères.

On doit maintenant mettre l'accent sur de nouveaux aspects de nos mutuelles relations futures. Nous avons observé quelque inquiétude parmi vous à trouver un certain degré d'ambiguïté dans notre proposition. Bien qu'à l'extrême limite nous vous laissons décider, nous vous exposons notre opinion en l'espèce.

En ce qui concerne l'identité du frère qui dans l'avenir doit recevoir nos éventuelles informations de caractère générique, nous désirons lui concéder un certain niveau d'autorité de décision, à l'effet de fournir des copies de ces documents à la personne qui ne remplit pas à un moment donné les exigences pertinentes minimales de discrétion. Naturellement cela exclut toute autre forme arbitraire de concession ou dénégation d'une telle information qui, de par sa propre nature, vous était destinée.

Ne prenez pas comme une ingérence, ni pour une sollicitude excessive, le conseil qu'une telle personne doive réunir les plus grandes qualités en ce qui concerne l'âge, l'expérience et la formation en ce domaine, une autorité reconnue et documentée. Si vous évaluez ceci objectivement, vous devez reconnaître qu'une telle personne est votre frère Antonio Ribera.

Nous ne souffrirons pas que vos frères de Madrid se sentent marginalisés ou humiliés par notre évaluation. Vous ignoreriez alors nos sentiments envers vous, qui avez constitué à une autre époque un groupe incalculablement valable pour notre expérience psychosociale.

En compensation, un directeur d'Eridani authentiquement représentatif pourra assumer la responsabilité des conditions des futurs contacts, à effectuer en préalable à la consultation des deux groupes.

Nous sommes en condition de vous informer que la conversation téléphonique (une entrevue plus personnelle n'est pas possible) est fixée entre les dates des 5 et 8 septembre 1970 (inclus ces deux jours) et que si, à la date du 12 août, il n'a pas reçu de données qui modifient ce plan, cela se fera à Londres. Dans le cas où aucun membre ne pourrait se déplacer à ces dates, nous fixerons une nouvelle opportunité entre fin septembre et les premiers jours de novembre.

Dans les lettres précédentes, nous vous orientons sur la forme de développement d'un tel contact. Soyez sûrs que si nous croyons viable que cette conversation puisse avoir lieu en Espagne, nous le ferons avec plaisir.

Nous répétons avec insistance que votre frère qui a été sélectionné doit retarder le choix de sa résidence à Londres jusqu'à ce qu'il se trouve dans cette capitale. Nous nous chargeons de le localiser. Un appel téléphonique aura lieu après 22 heures. Qu'il adopte alors la précaution de ne pas sortir de sa résidence élue (hôtel ou résidence privée) à ces dates.

Je vous envoie, monsieur, mes saluts affectueux.